

**Séminaire UA FSU du Sud Est- 6 juin 2013**  
**(Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Côte d'Azur, Rhône-Alpes)**  
***Avenir de la FSU et du syndicalisme de transformation sociale***  
**Pour renforcer la FSU**  
**Pour mettre en œuvre ses mandats sur le nouvel outil syndical**

**Le besoin d'une orientation U&A**

Le contexte économique, social est aujourd'hui difficile, mais il demeure ouvert. Rien n'est en effet écrit à l'avance sur les issues de cette nouvelle « Grande Transformation » en cours, celle du capitalisme. Le syndicalisme de transformation sociale peut y jouer un rôle essentiel dans un sens positif pour le salariat, à condition de se mettre à l'œuvre, sans plus tarder.

On sait qu'il n'existe aucune sortie de crise possible si les politiques actuelles se poursuivent : celles qui portent la poursuite de l'austérité et des « réformes structurelles ».

Le but avoué du dogmatique credo européen vise la destruction de l'Etat social afin de réaliser un immense transfert de la dépense publique vers la dépense privée. C'est le choix d'affaiblir les protections collectives au profit du droit de propriété et de la rente.

Ce choix est socialement injuste, mais il révèle aussi l'aveuglement des forces dirigeantes. Appliqué jusqu'au bout, il ne ferait en effet qu'aggraver la crise, et précipiterait de graves crises politiques. C'est la contradiction inhérente à la voie qu'emprunte l'Europe, une contradiction dont le syndicalisme doit se saisir pour desserrer l'étau, et imposer un changement de cap.

Il est vrai qu'en l'état, le syndicalisme de transformation sociale peut sembler en difficulté, face à un bloc autoproclamé « réformiste » qui serait seul légitime à agir au nom des salariés, en évitant de créer le rapport de forces nécessaires pour imposer d'autres orientations, et obtenir à chaque étape, des avancées pour les salariés.

Cette stratégie de l'accompagnement portée par les organisations qui se sont constituées ainsi en pôle syndical est au fond de même nature que le processus des années 86-92, qui s'est terminé par un échec, celui du syndicalisme de « la marge » et un succès : la fondation de la FSU. L'objectif vise aujourd'hui la CGT, et la FSU avec elle. Il s'agit de recomposer tout le champ social à la mode libérale, et d'aller bien au-delà de « l'école fondamentale ».

Comment avancer, sinon en provoquant un sursaut UA collectif, afin d'empêcher cette recomposition syndicale là et afin de porter, en s'appuyant sur les salariés, de toutes autres perspectives?

Réussir suppose une orientation et une stratégie fédérales et UA, collectives et partagées, qui font défaut aujourd'hui. Elles doivent permettre de sortir du blocage actuel de la fédération, ce qui passe notamment par :

- l'adoption d'une stratégie syndicale offensive, pour reprendre la main, avancer des propositions et des projets, les porter et les faire entendre dans le débat politique et cesser de se battre dos au mur ;
- l'élaboration d'alternatives sociales aux politiques actuelles afin de refonder de nouvelles solidarités : la sécurité sociale professionnelle dans le cadre d'un nouveau développement économique et social en lien direct avec la nécessaire transition écologique, soit un nouveau paradigme qu'il faut construire, la question du rôle et des missions des Services Publics ;
- un tel projet ne peut être porté par la seule FSU : la question du rapprochement et de l'unification est donc clairement posée.

## Synthèse des débats

Lors des débats, nous avons trouvé des points d'accord, concernant l'avenir à court terme de la FSU. Il s'agit d'objectifs prioritaires pour la FSU et de propositions pour la mise en œuvre effective de nos mandats sur l'unification syndicale, et maintenant urgemment.

Il a donc été question de préciser des priorités dans les objectifs généraux de la FSU :

- la nécessité de recréer une dynamique pour le syndicalisme de transformation sociale progressiste, par le débat, par des propositions et des mobilisations, en avançant avec les salariés, en adoptant une stratégie résolument offensive, en intervenant dans le débat politique ;
- une meilleure articulation du syndical et du fédéral, reposant sur un investissement plus fort de l'ensemble des SN, pour travailler les sujets transversaux. Cette articulation nécessite impérativement une relance de l'activité d'U&A, comme un laboratoire d'idées et de débats sur les orientations, à tous les échelons, du national au local ;
- des démarches pour enclencher des rapprochements afin de donner du corps et de faire avancer concrètement notre mandat d'unification syndicale, conçue comme un processus, dont la fin n'est pas écrite mais qui doit avancer, immédiatement et par des initiatives concrètes, des propositions et le construction de mobilisations, communes
- La nécessité, dans le même temps, de renforcer la FSU

L'urgence du contexte impose en effet d'accélérer et de préciser la mise en œuvre des mandats concernant le nouvel outil syndical, avec la proposition de « coopérations plus étroites et permanentes » (groupes de travail thématiques, comités de coordination intersyndicale) : contexte économique et social, marqué par la prégnance des politiques d'austérité, à l'échelle nationale et européenne ; contexte syndical, qui voit la construction très rapide d'un bloc d'accompagnement autour de la CFDT.

Cela doit commencer dès maintenant, dans la perspective de la conférence sociale et de ses suites.

Pour cela et afin que la FSU ne s'enferme pas dans une autonomie qui l'amènerait à (re)devenir une « FEN bis », donc réduite à l'éducation, les propositions d'orientation suivantes ont été faites :

- la FSU, à tous les niveaux, doit s'adresser d'abord à la CGT pour travailler les revendications, les propositions et les alternatives aux politiques actuelles, tout en faisant ainsi avancer sa volonté de renouvellement et d'unification du syndicalisme de transformation sociale progressiste. Cette démarche, pour avoir une traduction concrète, doit s'appuyer sur des grands dossiers, sociaux et/ou de questions de société ;
- cette démarche de rapprochement et d'unification, ancrée dans la démarche revendicative et de mobilisation, nécessite en même temps, pour être légitime et possible, un débat constant avec les personnels, qui doivent y être associés et y participer, et doit se garder résolument des démarches d'appareil qui sont vouées à l'échec. Elle doit donc être mise en œuvre aussi par les SN dans leurs champs ;
- cette démarche doit être entreprise sans exclusive, ouverte à tous ceux qui partagent notre volonté de créer une dynamique permettant au syndicalisme de transformation sociale de se développer et de se faire entendre.
- il faut en ce sens travailler les chantiers aujourd'hui majeurs, à la fois au sein de la FSU comme dans le cadre de la démarche d'unification.
- Il faut aussi, à plus long terme, initier une réflexion de fond sur la place du travail dans la société, qui a fortement évolué. Les chantiers que nous ouvrons devront s'inscrire, à terme, dans une approche nécessairement nouvelle du travail et de l'emploi, avec l'ambition d'agréger plus de salariés autour du projet de transformation que nous portons.

Concernant ces chantiers, il s'agit notamment de développer les thèmes suivant :

- les retraites, les salaires et la protection sociale ;
- la relation formation-emploi-développement économique ;
- les services publics et la fonction publique.

Il faut donc porter véritablement la sécurité sociale professionnelle pour l'ensemble du salariat, en y incluant très fortement une question centrale : la réhabilitation de l'intérêt public, de la dépense publique et socialisée, cette dépense publique aujourd'hui invalidée par les idées néolibérales, les champs de la protection sociale et des retraites, que celui du service public.

Travailler toutes ces questions, c'est le faire sur le fond d'abord au sein de la FSU, c'est continuer ce travail avec la CGT, sous toutes les formes possibles (réunions, stages, échanges, etc.). Ceci dans la perspective de constituer des comités de coordination syndicale, tout en oeuvrant pour mobiliser les salariés dans les semaines à venir, sur les retraites et sur l'emploi.

**Nous lançons donc un appel au sein d'U&A, pour que la FSU, à l'échelle nationale et à celle des SD et des CFR, puisse mettre en œuvre ses mandats, notamment de Lille et Poitiers, de façon volontaire, claire et visible. Il en va de l'avenir de la fédération et plus généralement du syndicalisme que nous voulons construire avec d'autres.**

Bernard Duffourg, pour la FSU Languedoc-Roussillon

Josiane Dragoni, secrétaire générale FSU PACA

Patricia Drouard et Marie-Laurence Moros, co-secrétaires générales FSU Rhône-Alpes